



FÉDÉRATION S C Ö T 15° RENCONTRES NATIONALES DES SCOT

26 | 27 août 2021

SAINT-MALO



SOMMAIRE

ACTU	Retour sur une actualité bousculée	3
ZOOM	Quels enseignements tirer de l'étude sur la mise en œuvre des SCoT ?	4
EXPERT	Une stratégie de long terme peut-elle répondre aux enjeux du quotidien ?	6
TABLE RONDE	Passer de la stratégie à l'action	8
TABLE RONDE	Traiter des sujets émergents	11
TABLE RONDE	Quel rôle des intercommunalités et des communes pour décliner la stratégie ?	14
TABLE RONDE	Dialoguer avec la Région, l'État local et le Département	
	Temps 1 - Le SCoT, en fer de lance du dialogue territorial	17
	Temps 2 - Le SCoT, incontournable instance de dialogue vers le ZAN	20



Facilitatrice graphique

Retrouvez les synthèses des temps forts des 15e Rencontres en images

5 | 7 | 10 | 13 | 16 | 19 | 22

RETOUR SUR UNE ACTUALITE BOULEVERSEE

Intervenant

Michel HEINRICH, Président de la Fédération nationale des SCoT

« Il faut laisser le temps à l'action »

Ordonnances de modernisation des SCoT, loi Climat et Résilience, crise sanitaire... Michel HEINRICH, président de la FédéSCoT est revenu sur l'actualité « très chargée », dans laquelle se sont inscrites ces 15^e Rencontres Nationales.

« Nos SCoT interviennent dans un monde en mouvement perpétuel », a lancé Michel HEINRICH, en préambule. Référence bien sûr à la crise sanitaire qui a notamment « entravé notre capacité de dialogue et d'échange entre nous élus mais également avec nos concitovens ». Mais pas seulement bouillonnement législatif interpelle aussi régulièrement les capacités d'adaptation des SCoT et des SCoTeurs. Avec ces dernières années la Loi Elan et ses ordonnances de modernisation des SCoT. « Lors de la concertation, toutes les options étaient sur la table, y compris celle de la disparition des SCoT », se souvient le président... Si ces derniers s'en sont sorti renforcés sur leur utilité, Michel HEINRICH rappelle que « leur modernisation a consisté à rendre à l'outil SCoT son rôle de document de la stratégie territoriale à 20 ans. Une stratégie politique qui doit être déclinée par les élus, à leurs échelles de territoire ». Il ajoute que le contenu du DOO s'appuie sur trois piliers obligatoires: un, les activités économiques, « dans une approche transversale»; deux, l'habitat, les équipements et services et la mobilité. Et trois : les transitions énergétiques, écologiques et climatiques.



Le ZAN, « une marche très haute »

« Trois piliers qui nous invitent à identifier les besoins dans nos territoires, à les préparer aux défis du changement climatique et à préserver nos ressources », relance-t-il. Avant d'ajouter : « et comme si tout cela n'était pas assez ambitieux, la loi Climat et Résilience nous oblige désormais à monter une marche très haute, très rapidement à réduire contribuer encore consommation des espaces naturels agricoles et forestiers dans les 10 prochaines années ». Puis à politique de lutte contre élaborer une l'artificialisation pour parvenir en 2050 au Zéro artificialisation nette (ZAN). Pour construire ces nouveaux modèles d'aménagement des territoires, les représentants des SCoT demandent - une nouvelle fois - du « temps » au législateur. « Il faut laisser le temps de l'appropriation et de la mise en œuvre de ces objectifs », conclut Michel HEINRICH. « Il faut laisser le temps à l'action ».

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DE L'ETUDE NATIONALE SUR LA MISE EN CEUVRE DES SCOT?

Intervenants

Hervé LEFEBVRE, Président du SCoT de Gascogne, Trésorier adjoint de la Fédération nationale des SCoT

Stella GASS, Directrice de la Fédération nationale des SCoT

21 politiques publiques et 160 actions mises en œuvre dans les SCoT!

Non, la mission des SCoT ne se limite pas seulement à l'élaboration d'un document de planification... Les SCoT passent aussi à l'action. « Ils n'ont pas attendu la Loi Elan pour s'interroger sur la question de leur mise en œuvre », souligne Henri LEFEBVRE. D'où cet enjeu de dresser un état des lieux des pratiques en matière de mise en œuvre opérationnelle des SCoT, à travers cette étude intitulée SCoT en action. Dans une présentation des principaux enseignements de ce travail réalisé auprès de 170 SCoT, Stella GASS a fait les comptes: « vos interventions balaient 21 politiques publiques différentes. Et nous avons recensé pas moins de 160 actions de mise en œuvre différentes! » Au-delà du Code de l'urbanisme, les défrichent volontiers de nouvelles thématiques et des sujets émergents comme la santé, l'alimentation ou l'autonomie énergétique.

Dimensionner l'ingénierie

Cette étude a permis de dégager les grandes lignes d'une typologie de SCoT: entre ceux « orientés SRU, qui vont œuvrer sur des politiques publiques assez classiques comme l'habitat, le foncier, la densification et la mobilité », poursuit Stella GASS. Par ailleurs, « deux types de SCoT qui vont davantage travailler sur les transitions : eau paysage, biodiversité et trame verte et bleue d'un côté, puis, énergie-climat, air, agriculture et alimentation, d'un autre ». Et enfin ceux qui traitent plus volontiers « de l'économie, de l'aménagement commercial et du tourisme ». Donc des modalités d'intervention larges avec toutefois « certaines faiblesses » constatées au niveau notamment de l'ingénierie: « en moyenne 1,9 ETP pour accompagner la mise en œuvre », précise-t-elle, avant de suggérer de s'appuyer « de façon plus importante sur les ingénieries existantes, dans les notamment communes. intercommunalités, chez vos partenaires, sans oublier l'Etat et la région ».

Enfin, si ce travail réaffirme l'importance du binôme élu-technicien, il permet aussi d'identifier « 14 axes de progrès qui passent notamment par un renforcement de la coordination entre la stratégie, les plans d'action contractualisation ». Bref, un travail inspirant à télécharger ici.



QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DEL'ÉTUDE NATIONALE SUR LA MISE EN DEUVRE DES SCOT?

DÉMARRE AVANT MÊME L'APPROBATION

[001]

STRATEGIE...

000

MISE EN CEUVRE

AUTOMATIQUE VOLONTARISTE

BINOME

FIUS MECHINIQUEN

MISE EN GEUVRE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

SENSIBILISATION

OHANGEMENTEE TRAJECTOIRE POUR LETERRITOIRE

Action!

TYPOLOGIES IDENTIFIÉES



PORTAGE POLITIQUE DE LA STRATÉGIE



26 | 27 août 2021

de la stratégie

SAINT-MALO

à l'action

FÉDÉRATION S C O T



15° RENCONTRES NATIONALES DES SCOT

UNE STRATÉGIE DE LONG TERME PEUT-ELLE RÉPONDRE AUX ENJEUX DU QUOTIDIEN ?

Intervenant

Mathieu BAUDIN, Directeur de l'Institut des Futurs souhaitables, historien et prospectiviste

Prospective

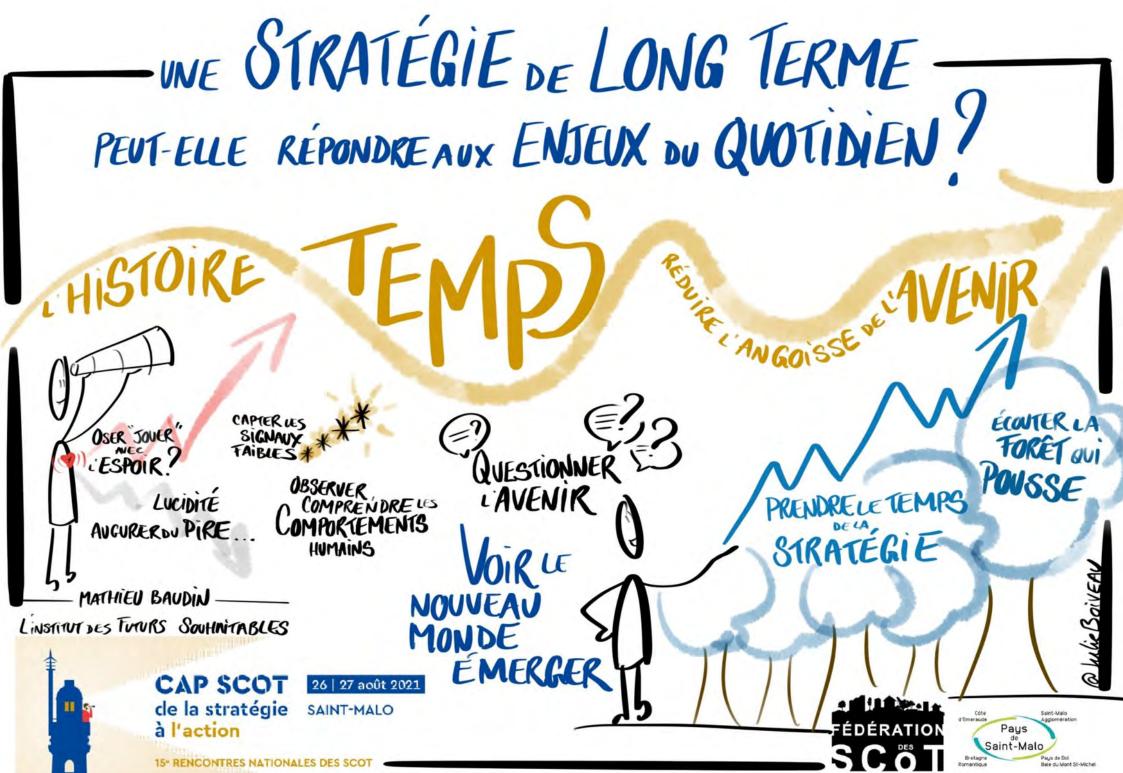
Prendre le temps de la stratégie pour un « futur souhaitable »...

Il convoque le passé et le futur, « pour mieux éclairer le présent ». Directeur de l'Institut des Futurs souhaitables, groupe de réflexion à l'appellation résolument optimiste, Mathieu BAUDIN est historien et prospectiviste. La prospective? « Ça sert à voyager l'incertitude », souligne-t-il. « On demande des nouvelles du futur pour réduire l'angoisse ». Et encore: « la prospective sert à se poser les bonnes questions ». Il ne s'agit pas de partir de l'arbre qui tombe avec fracas, mais « d'écouter le bruit de la forêt qui pousse », à l'écoute « de la germination » et de « voir la potentialité de ces faits porteurs d'avenir ». Des signaux faibles qui lui font dire que nous sommes « dans ce moment de passage de civilisation comme il y en a peu existé ». Avec une bonne nouvelle : « le pas de temps prospectif s'est réduit par rapport aux siècles passés. Nous sommes sur 2025-2030-2035. Ce qui signifie que nous serons tous visionnaires. acteurs, contributeurs des conséquences de nos actions. De quoi changer la donne... ».



Demain? Pas seulement un héritage...

Y compris bien sûr pour les acteurs du SCoT. Lesquels, selon Mathieu BAUDIN jouissent d'un « grand luxe »: leur stratégie! « Vous avez une stratégie », lance-t-il, empreint d'une forme de respect. « De la stratégie à l'action dites-vous... Moi, je trouve globalement que nous manquons de stratégie ». Résultat, au niveau politique, « il y a quelque chose de l'ordre de la reproduction de ce que l'on connaît déjà ». Or, poursuit-il avec insistance, « le futur est un immense prétexte pour éclairer le présent. A l'école, il faudrait des cours de futur à côté des cours d'histoire, pour montrer que demain sera aussi ce que l'on va en faire. Pas seulement l'héritage de ce que l'on a acquis ». D'où l'importance de cette « stratégie », indispensable outil d'un « futur souhaitable ». Cela signifie également « prendre le temps ». De quoi ? « De se dire ce que l'on veut voir. C'est déjà une action ». Et de terminer en forme d'invitation : « il est temps de prendre au sérieux ses rêves et d'en faire une stratégie ».



PASSER DE LA STRATÉGIE A L'ACTION

Intervenants

Martine BOUTILLAT, Présidente du SCoT Epernay et sa Région

Maurice LEPLATOIS, Maire délégué de Saint-Jeand'Elle, SCoT du Pays de Saint-Lois Yvan FOLLEZOU, Directeur de l'aménagement de Lannion-Trégor Communauté

De la stratégie à l'action, en finesse

Habitat, urbanisme, transitions... Le passage du projet de territoire du SCoT à son opérationnalité, réside bien souvent dans la capacité des acteurs à créer de la transversalité. Sur fond de mobilisation des élus mais aussi d'organisation et autre ingénierie, pour une déclinaison la plus fine possible.

Pour les SCoT, la déclinaison de la stratégie vers l'action revient à s'interroger sur le chemin le plus efficient pour gagner le terrain, au plus près... Du côté de Saint-Lô, tout a d'abord été une question d'échelle. « Approuvé en 2014, le SCoT a été construit avant Saint-Lô Agglomération, (61 communes - 80 000 hab.), laquelle a adopté son



périmètre », resitue Maurice LEPLATOIS. Celui-ci a « servi à la fois de document de travail et de feuille de route, avant d'être porté par la Communauté d'agglomération ». Avec justement cette fonction de rapporteur, endossée par Maurice LEPLATOIS « pour le faire vivre dans sa communication et son existence sur le territoire. Un rapporteur est une sorte d'ambassadeur, qui rencontre les élus et échange afin que ce document soit pris à bras le corps ».



Du gros feutre au trait fin

Dans son SCoT d'Epernay et sa région (115 communes) qu'elle préside, Martine BOUTILLAT insiste également sur ce « jeu collectif ». Illustration à partir de la question commerciale, réouverte... sitôt l'approbation du SCoT, fin 2019! « Nous n'étions pas allés suffisamment loin, sans compter que la loi Elan était passée par-là». concède-t-elle. Formation des élus - notamment les nouveaux, après les élections - lancement d'une étude pilotée par un cabinet spécialisé, organisation d'ateliers thématiques... « il s'agit de faire en sorte que chaque élu s'approprie les éléments de réflexion sur ce sujet ». Même approche ensuite avec la trame verte et bleue. « A l'intérieur du SCoT, nous avions bien planché sur le sujet mais avec un gros feutre. Là, à l'aide d'un cabinet d'études, il s'agissait d'obtenir un trait plus fin pour que chaque maire puisse bénéficier d'outils à son échelle et se sente concerné ». Elle ajoute: « il faut que l'outil ait une finesse qui permette l'action ».



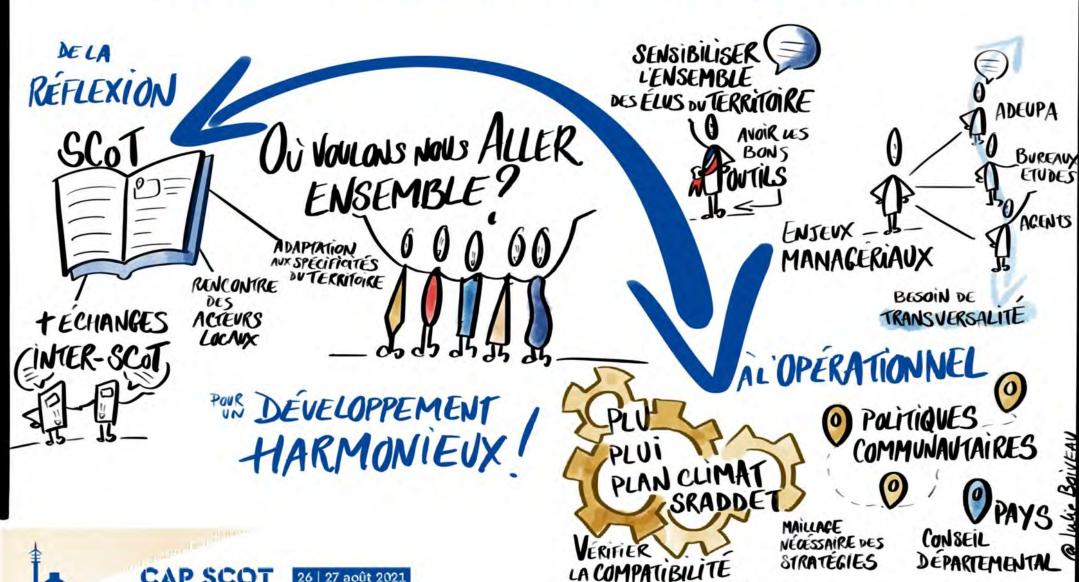


Directeur de l'aménagement de Lannion-Trégor Communauté (57 communes, 99 500 hab.), Yvan « l'enieu du FOLLEZOU pointe toutefois management ». Il explique : « nous nous appuyons bien sûr sur les services mutualisés mais aussi des bureaux d'études, d'ingénierie etc. qui nourrissent un tissu de relations avec les communes ». Mais au -delà, « nous fonctionnons tous en silo, avec des cultures différentes entre l'urbanisme et l'habitat. Puis, si nous ajoutons à cela un enjeu climat...Avec autant de directions et de pôles, comment parvenir à jouer la même partition? C'est une vraie question et un enjeu important sur lequel nous travaillons. Sans compter que pour réussir ses actions, il faut concerter également avec les citoyens. Pour l'heure, c'est un vœu pieux ».

Transversalité réussie

A Saint-Lô Agglomération, cette transversalité s'est par exemple matérialisée par la mise en place du technopôle Agglo 21, emblématique « décidé dans la cadre du SCoT et porté par Saint-Lô Agglo», glisse Maurice LEPLATOIS. Il se constitue autour de la filière agroalimentaire, de la nutrition-santé et de la filière numérique. « A proximité d'un amphithéâtre tout juste construit, une vie d'entreprises commence à naître sur le site », conclut l'ambassadeur, acteur et témoin de ce passage vers l'action.

PASSER DE LA STRATEGIE À L'ACTION



DES ACTIONS ENVISAGEES



CAP SCOT de la stratégie

26 | 27 août 2021

SAINT-MALO

à l'action



TRAITER DES SUJETS ÉMERGENTS DANS LA MISE EN CEUVRE DU SCOT

Intervenants

Claude HOMEHR, Vice-Présidente du SCoT des Territoires de l'Aube

Martial BEYAERT, Président du SCoT Flandre Dunkerque et ISABELLE RICHARD, Directrice du pôle planification stratégique à l'Agur

Thierry EVENO, Vice-Président climat, biodiversité, eau, assainissement du Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération

Jean PLACINES, Directeur de la Délégation Armorique de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne



Agriculture, santé, eau, climat... La mise en œuvre du SCoT représente aussi l'opportunité d'embrasser des sujets identifiés comme nouveaux, sinon émergents. Le SCoT constitue-t-il une échelle d'appropriation pertinente de ces questions? Eléments de réponse depuis le terrain.

Dans les Territoires de l'Aube, la question agricole s'est imposée d'elle-même. Et pour cause, ce SCoT XXL de 352 communes sur 9 intercommunalités (255 000 hab.) « représente 80% de la superficie d'un département sur lequel 70% de la surface est agricole », situe Claude HOMEHR. D'emblée, cette échelle « nous a permis d'engager des territoires qui n'étaient pas habitués pas s'interroger sur cette thématique agricole et a facilité un dialogue rural-urbain ». Le SCoT ainsi accompagné la mise en mise en œuvre



du volet agricole du PLUi et a même assuré un rôle de « médiateur » voire de « facilitateur » auprès de porteurs de projets. A l'image de la filière chanvre, « projet privé rapidement identifié comme un futur pôle économique à soutenir. Le SCoT a dû dialoguer notamment avec la communauté de communes et encore l'autorité environnementale pour mener à bien l'implantation de cette filière », illustre-t-elle.

La moulinette santé

De l'agriculture à la **santé**, il n'y a qu'un pas. Le SCoT Flandre-Dunkerque (59 communes, 259 800 hab.) est lui, parti d'éléments d'observation comme l'espérance de vie, « l'une des plus défavorisées de France », pose son président Martial BEYAERT, qui ajoute « un taux de recours aux soins, de la population insuffisant ». Dès 2014,



les élus ont mobilisé l'Agence d'urbanisme Flandres-Dunkerque (Agur) « pour obtenir des cartographies du tissu industriel et commercial de nos intercommunalités. Ainsi que sur le bruit, la qualité de l'air etc. » Avec une véritable ambition de passer « du curatif au préventif, en s'appuyant aussi sur l'urbanisme, traité sous l'angle de la santé et du bien-être », complète Isabelle RICHARD. « Chaque programme étant ainsi passé au crible d'une « moulinette » : « une grille d'analyse avec des critères comme les mobilités actives (marche, vélo...) l'environnement (pollutions, allergènes...) etc.

Direction Golfe dυ Morbihan Vannes Agglomération (GMVA- 34 communes - 169 785 hab.) qui, à la faveur d'une environnementale lancée juste avant la validation du SCoT en février 2020, s'est penché sur la question du climat. «L'enjeu était notamment d'étudier de façon spécifique les interfaces entre les documents », souligne Thierry EVENO. SCoT, PDU, PCAET, PLH... « nous avons tout mené de front, afin d'assurer la cohérence entre stratégie et action ». Jusqu'à, par exemple, un travail spécifique « sur la gestion du trait de côte comprenant des approches de repli et des études sur le système d'endiguement ».

Penser à l'eau...

La gestion de l'eau est justement le quotidien de Jean PLACINES, l'une des six agences de l'eau à l'échelle du pays. Une thématique a priori pas vraiment nouvelle au sein des SCoT... Il nuance toutefois: « Trame verte et bleue, eau dans la ville... sous l'influence du changement climatique, nous sommes face à des sousthématiques émergentes dont nous devons nous emparer, ensemble ». A condition toutefois que spécialistes de l'aménagement et de l'eau « se rapprochent ». Et que ces derniers soient sollicités « très en amont des réflexions ». Histoire d'éviter de se dire, « à la fin, lorsque le document est prêt: mais au fait a-t-on assez d'eau pour assouvir notre développement?»







TRAITER DES SUJETS ÉMERGENTS

SPÉCIFICITÉS

LOCALEG

SCoT

STRATEGIE E CONOMIQUE AVOCATION EUROPÉENNE

IMPLANTATION ET DÉVELOPPEMENTRELA FILIERE CHANURE

LAGRICULTURE

PILIER ÉCONOMIQUE **JUTERRITOIRE**

> CIRCUITS NO COURTS COURTS & BiO

DOCUMENTS. DÉCOUPAGES TERRITORIAU X

26 | 27 août 2021

ADAPTERUS AUX NOUVEAUX

VOLET MARITIME

DOCUMENT STRATEGIQUE DE FAÇADE

ENRÉPONSEÀ LA SITUATION

ENVIRONNEMENT LOCALE

MOBILITE

URBANISME

VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

SANTE DEGRADEE

ETATOESLIEUX

SDAGE

NOWELLE APPROCHE

ORESSOURCEEN EAU

DE L'EAU

QUALITE

& CAPACITÉ ÉPURATOIRE DU MILIEU



CAP SCOT

de la stratégie SAINT-MALO

à l'action





NCONTRES NATIONALES DES SCOT

QUEL RÔLE DES INTERCOMUNALITES ET DES COMMUNES POUR DECLINER LA STRATEGIE ?

Intervenants

Pascal DELTEIL, Président du SCoT du Bergeracois

Pierre-Yves MAHIEU, Président du SCoT des Communautés du Pays de Saint-Malo Sébastien MARTIN, Président de l'AdCF

Décliner la stratégie : le SCoT en catalyseur du bloc local

La stratégie du SCoT est négociée et approuvée? Place au terrain, avec un bloc communal en première ligne pour mettre en œuvre les orientations et les objectifs du document planificateur. Entre temps court et temps long, sur fond de dialogue, d'actions partagées et autres contractualisations.

«Le SCoT doit être perçu comme d'intérêt général ». A première vue, cette phrase délivrée par Pierre-Yves MAHIEU, Président du SCoT des Communautés du Pays de Saint-Malo (74 communes, 165 000 hab.) s'apparenterait presque à un lieu commun... Jusqu'à ce qu'il développe : « L'intérêt général, c'est quoi ? C'est le seul bien qui s'accroît au fur et à mesure qu'on le partage ». Président du SCoT du Bergeracois (110 communes, 89 915 hab.), Pascal DELTEIL use également de la métaphore. « Le SCoT est une boussole... mais seulement une fois qu'il est écrit! Avant, il faut le partager avec les élus. Et tous doivent se sentir concernés ». Il insiste : « la vision du SCoT doit être partagée ». Représentant des intercommunalités, Sébastien MARTIN approuve :



« si l'on se met dans une logique de SCoT, c'est effectivement que l'on partage une vision plus équilibrée de l'aménagement et plus respectueuse d'un certain nombre de ressources. Et ce, jusqu'au niveau du conseiller municipal ».

Contractualiser c'est gagné?

Mobilisation générale des élus, création d'une confiance partagée pour une intégration forte du SCoT dans la gouvernance locale, jusqu'aux actions concrètes: « le SCoT nous a permis de nous projeter collectivement sur une réussite partagée, jusqu'à porter une contractualisation telle qu'un CRRTE », poursuit Pierre-Yves MAHIEU. Autrement dit, un Contrat de ruralité, de relance et de transition écologique, à l'échelle d'un territoire composé de 4 EPCI et après avoir « posé comme principe de base, la capacité et le droit de toute commune au développement ».





Concordance des échelles également dans le Bergeracois à travers un CTE « qui se met en place » au niveau du SCoT, précise Pascal DELTEIL. déjà des déclinaisons Avec opérationnelles comme « des stations météorologie disposées dans les vignes, qui permettent aux vignerons de moins utiliser de produits phytosanitaires ». Mais aussi une étude sur le potentiel de développement l'hydrogène sur le territoire, élargie à l'échelon départemental.

Logique descendante de l'Etat...

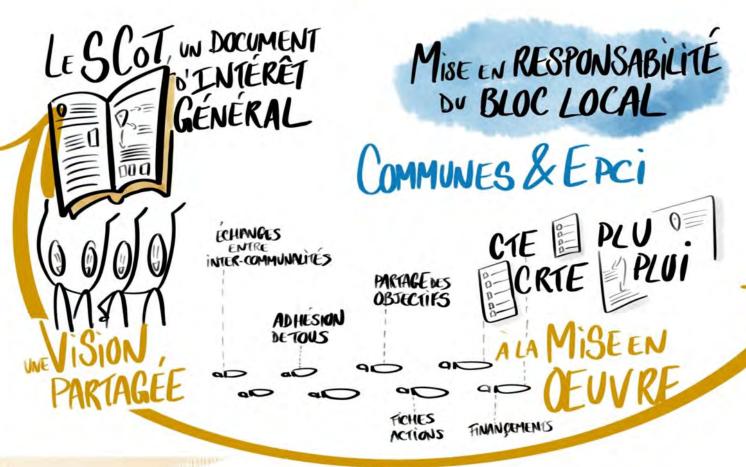
Quelques réserves relatives à la philosophie des politiques contractuelles surgissent toutefois. Pierre-Yves MAHIEU rappelle: « c'est l'Etat qui a la clé de l'attribution des financements. La

dimension contractuelle est donc partagée sur la façon dont on accompagne les efforts des uns et des autres, pour aboutir à des résultats identifiés comme utiles à tous. Ca reste donc compliqué ». Sébastien MARTIN remet également en question cette « logique de l'Etat extrêmement descendante, par silos et par appels à projets répétitifs où seuls les territoires dotés d'une bonne ingénierie sont en capacité de répondre ». A ses yeux, « il faut parvenir à davantage de pluralité budgétaire, avec une plus grande territorialisation des crédits des ministères, sous la conduite des préfets ». Pour **davantage** d'adéquation entre visibilité de l'Etat sur les politiques publiques et les moyens qui les accompagnent.





QUEL RÔLE DES INTERCOMMUNALITÉS et des COMMUNES-POUR DÉCLINER LA STRATÉGIE?



PROSET DE POSET DE L'ERRITOIRE







CAP SCOT

26 | 27 août 2021

de la stratégie SAINT-MALO

l'action

FÉDÉRATION S C O T



DIALOGUER AVEC LA REGION, L'ETAT LOCAL ET LE DEPARTEMENT - TEMPS 1

Intervenants

Frédéric BIERRY, Vice-Président de l'Association des départements de France

Jean-Baptiste BLANC, Sénateur de Vaucluse

Laurence FORTIN, Représentante de Régions de France et Vice-Présidente de la région Bretagne

Michel HEINRICH, Président de la Fédération nationale des SCoT

Emmanuel de LANVERSIN, Ministère de la Transition écologique

Sébastien MARTIN, Président de l'AdCF Alain PEREA, Député de l'Aude

Françoise ROSSIGNOL, Présidente du SCoT de l'Arrageois



L'aménagement du territoire représente une œuvre collective. Dans le grand mécano des collectivités, le SCoT se situe au carrefour de tous les possibles : porteur d'objectifs nationaux et régionaux, il contribue de fait, à leur déclinaison locale. D'où un dialogue pluriel avec l'Etat, la région et les départements.

« Nous avons tous à travailler pour imaginer l'avenir de nos espaces, non pas avec angoisse mais avec sérénité ». C'est un appel au dialogue renforcé que lance Michel HEINRICH. Dialogue avec l'Etat et la région, de par le versant intégrateur des documents de rangs supérieurs du SCoT. Mais aussi avec le département pour la prise en compte des enjeux nationaux et



régionaux et leur mise en œuvre. En effet, « la mécanique fonctionne de façon très inégale sur le territoire. Or, ce qui est important, c'est que les politiques de l'Etat et des régions puissent être retranscrites », appelle-t-il.

Projet = dialogue

Vice-président de l'ADF, Frédéric BIERRY approuve. Il rappelle que « les compétences des départements comprennent aussi les solidarités territoriales. Et parmi les 21 politiques sur lesquelles les SCoT sont engagés, 18 au moins figurent dans le champ des départements ». Donc, « oui, il faut que notre travail en commun soit naturel, avec des efforts à faire du côté des départements pour aller vers les SCoT et inversement ». Depuis le SCoT de l'Arrageois (206 communes, 168 000 hab.), Françoise ROSSIGNOL







loue justement « cette coopération naturelle au fil de l'eau avec les départements et la région », vécue lors de la mise en place de la stratégie mobilité du SCoT. Schémas d'aires de covoiturage, nouvelles voiries...: « nous avons travaillé avec chacun sur les bassins de mobilités ».

Sébastien MARTIN, président de l'AdCF renchérit : « l'important, c'est la mobilisation des élus autour d'un même projet de territoire ». Même s'il constate et déplore une vraie lassitude de certains, fatigués de voir les documents (SCoT, PLUi...) remis en question tous les quatre matins ». Vice-présidente de la région Bretagne et représentante de Régions de France, Laurence FORTIN répond aussi « projet de territoire » et « ambition régionale », à partir du SRADDET. « Celui-ci a fixé les grands objectifs, lesquels ont été pris en compte par les SCoT. Et ensuite, nous déclinons des outils qui peuvent être spécifiques de nos territoires. Par exemple, sur la vacance, nous n'aurons pas le même accompagnement partout. D'où l'importance du dialogue ».

Rapport de force

Si Emmanuel de LANVERSIN, , adjoint au Directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de la transition écologique, insiste sur l'importance de « la note d'enjeu de l'Etat comme vecteur d'un dialogue renouvelé avec les territoires », sur fond « d'esprit partenarial », le

sénateur Jean-Baptiste BLANC observe tout de même un dialogue souvent « musclé » entre les acteurs, voire «un rapport de force» Et d'interroger de façon plus générale : « comment chemine-t-on dans un pays qui, d'une part, se métropolise toujours plus, avec ses richesses qui se concentrent. Et d'autre part, une action publique dont on redécouvre qu'elle n'est efficace qu'à une échelle locale »? Et son compère de l'Assemblée nationale Alain PEREA de conclure : « travailler en transversalité, ça commence par arrêter de dire que c'est la faute de l'Etat ou des collectivités territoriales... Il faut arrêter de se mentir », en somme.







M RÉGION

000

avi Co-Construisent

DÉPARTEMENT



FÉDÉRATION MY DES SCOT MY



PROJET X TERRITOIRE



CAP SCOT

26 | 27 août 2021

de la stratégie

SAINT-MALO

l'action

FÉDÉRATION S C O T



DIALOGUER AVEC LA REGION, L'ETAT LOCAL ET LE DEPARTEMENT - TEMPS 2

Intervenants

Frédéric BIERRY, Vice-Président de l'Association des départements de France

Jean-Baptiste BLANC, Sénateur de Vaucluse

Laurence FORTIN, Représentante de Régions de France et Vice-Présidente de la région Bretagne

Michel HEINRICH, Président de la Fédération nationale des SCoT

Emmanuel de LANVERSIN, Ministère de la Transition écologique

Sébastien MARTIN, Président de l'AdCF Alain PEREA, Député de l'Aude

Françoise ROSSIGNOL, Présidente du SCoT de l'Arrageois



Le SCoT, incontournable instance de dialogue vers le ZAN

Si le cap vers le Zéro artificialisation nette (ZAN) est donné, le chemin lui, n'apparait pas précisément tracé. Une certitude toutefois : le législateur a disposé le SCoT au cœur des débats. Que ce soit au niveau de l'InterSCoT, mais aussi de l'ensemble des échelons territoriaux: communes, intercommunalités, départements et régions. Et le dialogue a déjà commencé!

Il fait partie des convaincus de la première heure... Rapporteur du Groupe de travail sur 'l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'épreuve des territoires' au Sénat, Jean-Baptiste BLANC insiste d'emblée, au nom de sa chambre parlementaire : « Nous avions la conviction qu'il fallait territorialiser et inscrire l'enjeu du ZAN à l'échelle du SCoT». Sous-entendu, plutôt qu'à celle du SRADDET, comme l'envisageait initialement l'Etat. d'interpeller les SCoTeurs : « on a demandé la confiance des territoires. Il faut se remettre au travail car nos concitoyens nous attendent sur le sujet ». Alain PEREA insiste : « appropriez-vous dès maintenant 'la boite à outils' de la trajectoire ZAN. A commencer par la conférence des SCoT ».

Pragmatisme et pédagogie

Un temps « surprise » par ce dialogue InterSCoT, Françoise ROSSIGNOL est prête à « saisir l'opportunité. Nous irons aussi loin que possible dans le consensus ». Elle s'attendait plus





volontiers à des échanges avec les autres échelons territoriaux. A l'image des régions bien sûr, qui « partagent la volonté d'arriver à cette ambition de zéro consommation foncière à horizon 2050 », prend soin de préciser Laurence FORTIN. Mais l'élue bretonne appuie également sur la nécessité préalable « d'avoir le même langage et de trouver des outils communs pour réussir à se parler et à avancer face à l'extension urbaine ». Pragmatisme donc mais « pédagogie et éducation ». Car « il y a des endroits où l'on n'a pas encore pris conscience de l'enjeu », enchaine Sébastien MARTIN, président de l'AdCF.

Explosion du prix du foncier?

De son côté, Frédéric BIERRY, vice-président de l'ADF, avoue « son inquiétude : le prix du foncier va exploser! Comment demain, allons-nous faire face aux besoins de logements, notamment »?

Après avoir rappelé que le ZAN a été « coconstruit », Emmanuel de LANVERSIN, adjoint au Directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de la transition écologique, répond « établissement publics fonciers (EPF) » locaux, mais aussi « friches » et « vacance ». Sur ce dernier point, «les logements vacants, ça représente 5 ans de consommation de foncier. Ça ne fait pas tout mais c'est déjà ça »!



Projets démonstrateurs

Certes, mais comme le souligne Michel HEINRICH, « le modèle économique de cette loi n'a pas été travaillé. Des accompagnements doivent se traduire dans une loi de Finances en lien avec la TVA, les 'frais de notaire' qui favorisent davantage le neuf, les aides à la pierre aux collectivités qui le souhaitent. Sans oublier les questions d'ingénierie et la mise en place de mécanismes de régulation de coût du foncier. Nous aurons besoin de beaucoup d'outils et de projets démonstrateurs ». Sans doute aussi de nouveaux modèles de développement, comme le suggère Alain PEREA: « auparavant. réussir son mandat. développer sa commune. Non. C'est aménager et même ménager son territoire »...





7 7 7 TONGERTATION

DROTTO THEY

-GESTION W-FONCIER

ACCOMPAGNEMENT DESTERRITOIRES

LOI CLIMAT CONCERTATION

RESILIENCE TORTE

RENFORCE L'ACTION DES SCOT

ADAPTER LES POLITIQUES LOCALES



CAP SCOT

26 | 27 août 2021

de la stratégie s

SAINT-MALO

à l'action

FÉDÉRATION S C O T



Besons

COLLABORATION



MERCI AUX PARTENAIRES!









































MENTIONS LEGALES

Actes des 15èmes Rencontres nationales des SCoT. Directeur de la publication : Michel HEINRICH, Président de la Fédération nationale des SCoT | Rédaction : David PICOT, Journaliste à la Gazette des Communes | Mise en page : Cécile GONDARD, Chargée de missions de la Fédération des SCoT | Crédits photos : Ignacio MARTINEZ CASTELLI, Marina MARET, Emmanuel BERTHIER, Alexandre LAMOUREUX.

